



## CHAPITRE 91

Loi concernant la succession de feu Louis-Charles Godfroy de Tonnancour

[Sanctionnée le 3 juin 1944]

Préambule.

**A**TTENDU que Charles-Godfroy de Tonnancour, Armand Godfroy de Tonnancour et Gustave Godfroy de Tonnancour, tous trois hommes d'affaires de la cité d'Outremont, district de Montréal, étant tous les exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires de la succession de feu Louis Charles Godfroy de Tonnancour, en son vivant, bourgeois, de la cité d'Outremont, agissant en leur susdite qualité, ont, par leur pétition, représenté :

Que, en vertu du testament dudit Louis Charles Godfroy de Tonnancour, reçu devant Me F. S. Mackay et confrère, notaires, le 29 décembre 1927, les susdits pétitionnaires sont les exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires de tous les biens composant ladite succession, parmi lesquels se trouvent les 6281/7560 indivis des rentes constituées de la seigneurie de La Vallière ou Yamaska, auxquelles réfère le cadastre de ladite seigneurie fait, le 24 janvier 1861, par feu l'honorable Joseph-Edouard Turcotte, un des commissaires seigneuriaux, et portant le No 45 des cadastres de l'ancien district des Trois-Rivières;

Que les droits sur les successions ont été dûment acquittés quant à la susdite proportion desdites rentes ;

Que la susdite succession est propriétaire de la susdite proportion de rentes ci-dessus décrites tant par bons titres pour la

## CHAPTER 91

An Act respecting the estate of the late Louis Charles Godfroy de Tonnancour

[Assented to, the 3rd of June, 1944]

**W**HEREAS Charles Godfroy de Tonnancour, Armand Godfroy de Tonnancour and Gustave Godfroy de Tonnancour, all three business men, of the city of Outremont, in the district of Montreal, being all the testamentary executors and fiduciary administrators of the estate of the late Louis Charles Godfroy de Tonnancour, in his lifetime gentleman, of the city of Outremont, acting in their aforesaid capacity, have, by their petition, represented:

That, under the will of the said Louis Charles Godfroy de Tonnancour, made before F. S. Mackay and colleague, notaries, on the 29th of December, 1927, the above-named petitioners are the testamentary executors and fiduciary administrators of all the property composing the said estate, which includes the undivided 6281/7560 part of the constituted rents of the seigniorie of La Vallière or Yamaska, referred to by the cadastre for the said seigniorie, made on the 24th of January, 1861, by the late Honourable Joseph Edouard Turcotte, one of the seigniorial commissioners, and bearing the No. 45 of the cadastres for the former district of Three Rivers;

That the succession duties respecting the said proportion of the said rents have been duly paid;

That the aforesaid estate is owner of the said proportion of rents above described, both by good titles for the greater

plus grande partie que par prescription et que le montant représentant la susdite proportion a toujours été perçu et reçu, depuis au-delà de cinquante ans, par le susdit Louis Charles Godfroy de Tonnancour et depuis sa mort par sa succession;

Que des circonstances incontrôlables, constituant un véritable cas de force majeure, ont empêché jusqu'à ce jour et continueront d'empêcher les susdits exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires de compléter et produire, en temps utile, la chaîne complète de leurs titres, avec les états et documents requis par la "Loi abolissant les rentes seigneuriales" (S.R.Q. 1941. c. 322);

Que, en particulier, depuis au-delà de quarante ans, les susdites rentes ont été perçues pour le susdit L. C. Godfroy de Tonnancour et après sa mort pour sa succession par un mandataire et que, vers l'été de 1935, le fils de ce mandataire a été chargé par les pétitionnaires d'obtenir et d'exécuter tous les documents requis pour établir les titres de la succession à la satisfaction du Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales;

Que le susdit second mandataire n'a pas produit ou n'a pas pu produire les susdits titres ;

Que le susdit syndicat a réglé les rentes de toutes ou presque toutes les seigneuries et qu'il y a lieu de clore définitivement et au plus tôt la question du rachat des rentes seigneuriales susdites;

Que, en l'occurrence, bien qu'il n'y ait aucune faute de la part des susdits pétitionnaires qui ont fait toute diligence pour se conformer à la loi ci-dessus mentionnée la succession qu'ils représentent subira un préjudice grave et irréparable sans l'adoption d'une loi déclarant ladite succession propriétaire à toutes fins légales des 6281/7560 indivis des susdites rentes et ce, nonobstant toute loi à ce contraire;

Que les pétitionnaires dans un acte de notoriété fait par eux et reçu par Me Lucien Morin, notaire, le 13 mars 1944, sous le No 9145 de son répertoire, ont établi leurs titres et droits de propriété aux rentes seigneuriales constituées de ladite seigneurie de LaVallière ou Yamaska dans les proportions sus mentionnées de 6281/

part and by prescription, and that the amount which represents the aforesaid proportion has always been collected and received, for over fifty years past, by the aforesaid Louis Charles Godfroy de Tonnancour and since his death by his estate;

That uncontrollable circumstances, amounting to a veritable case of irresistible force, have hitherto prevented and will continue to prevent the above-named testamentary executors and fiduciary administrators from completing and filing, at the proper time, a complete chain of their titles, with the statements and documents required by the Seigniorial Rent Abolition Act (Revised Statutes, 1941, chapter 322);

That, particularly, for over forty years past, the aforesaid rents have been collected for the said L. C. Godfroy de Tonnancour, and after his death for his estate, by a mandatory and, about the summer of 1935, the son of such mandatory was instructed by the petitioners to secure and execute all documents required to establish the estate's titles satisfactorily to the Syndicat National du Rachat des Rentes Seigneuriales;

That the second mandatory aforesaid has not filed or has been unable to file the aforesaid titles;

That the said Syndicate has settled the rents of all or nearly all of the seignories and that it is expedient to put an end as soon as possible to the matter of the redemption of the aforesaid seigniorial rents;

That in the circumstances, although there is no fault on the part of the said petitioners who have exercised all diligence to comply with the above-mentioned act, the estate which they represent will suffer serious and irreparable prejudice unless an act is passed declaring the said estate owner for all lawful purposes of the undivided 6281/7560 part of the aforesaid rents, notwithstanding any law to the contrary;

That the petitioners, in an act of notoriety made by them before Lucien Morin, notary, on the 13th of March, 1944, under the No. 9145 of his repertory, established their titles and rights of ownership to the constituted seigniorial rents of the said seignory of LaVallière or Yamaska in the above-mentioned pro-

7560, en référant à de nombreuses acquisitions faites par leurs auteurs de droits indivis appartenant à de nombreux copropriétaires de telles rentes et aussi en indiquant des faits relatifs à une possession d'état depuis au-delà de cinquante ans; et

Attendu toutefois, afin d'écarter tout doute et permettre aux pétitionnaires de vendre leurs droits de propriété aux rentes seigneuriales susdites au Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Droits  
confirmés.

1. Vu les faits énoncés dans l'acte de notoriété fait par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Louis Charles de Tonnancour concernant les rentes de la seigneurie de LaVallière ou Yamaska, reçu devant Me Lucien Morin, notaire, à Montréal, le 13 mars 1944, sous le No 9145 de son répertoire, les droits des exécuteurs testamentaires de la succession de feu Louis Charles Godfroy de Tonnancour dans les rentes seigneuriales constituées de la seigneurie de LaVallière ou Yamaska dans la proportion de 6281/7560 sont confirmés et ratifiés à toutes fins que de droit.

Paiement  
d'une part  
du capital  
des rentes  
et de l'in-  
térêt.

2. Nonobstant la non-production des états et documents mentionnés au quatrième alinéa de l'article 32 du chapitre 322 des Statuts refondus de Québec 1941, ladite succession de feu Louis Charles Godfroy de Tonnancour, représentée par Charles Godfroy de Tonnancour, Armand Godfroy de Tonnancour et Gustave Godfroy de Tonnancour, agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires de ladite succession ou par leurs successeurs en fonctions, a le droit de recevoir du Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales un montant équivalent à 6281/7560 de la somme représentant le capital des susdites rentes tel que fixé par la Loi abolissant les rentes seigneuriales, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 322) ainsi que l'intérêt à cinq pour cent par année dans ladite proportion de 6281/7560 sur ladite somme

portion of 6281/7560, by referring to numerous acquisitions made by their predecessors in title of undivided rights belonging to numerous co-proprietors of such rents and also by stating facts indicating an effective possession for over fifty years past;

That nevertheless, in order to remove any doubt and to enable the petitioners to sell their proprietary rights in the aforesaid seigniorial rents to the Syndicat National du Rachat des Rentes Seigneuriales, it is expedient to grant their prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Rights  
confirm-  
ed.

1. In view of the facts set forth in the act of notoriety made by the testamentary executors of the estate of the late Louis Charles de Tonnancour, respecting the rents of the seigniori of La Vallière or Yamaska, before Lucien Morin, notary, at Montreal, on the 13th of March, 1944, under No. 9145 of his repertory, the rights of the testamentary executors of the estate of the late Louis Charles Godfroy de Tonnancour to the constituted seigniorial rents of the seigniori of LaVallière or Yamaska, in the proportion of 6281/7560, are confirmed and ratified for all lawful purposes.

Payment  
of share of  
capital  
and inter-  
est, au-  
thorized.

2. Notwithstanding the non-production of the statements and documents mentioned in the fourth paragraph of section 32 of chapter 322 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the said estate of the late Louis Charles Godfroy de Tonnancour, represented by Charles Godfroy de Tonnancour, Armand Godfroy de Tonnancour and Gustave Godfroy de Tonnancour, acting in their capacity of testamentary executors and fiduciary administrators of the said estate, or by their successors in office, shall be entitled to receive from the Syndicat National du Rachat des Rentes Seigneuriales an amount equivalent to 6281/7560 of the sum which represents the capital of the aforesaid rents as determined by the Seigniorial Rent Abolition Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 322), with interest at five per cent per annum, in the said

depuis le 11 novembre 1940 jusqu'à la date du paiement.

proportion of 6281/7560, on the said sum from the 11th of November, 1940, to the date of payment.

Païement  
des frais.

**3.** Les frais, déboursés et honoraires pour l'adoption de la présente loi, ainsi que ceux des avocats des exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires de ladite succession de feu Louis Charles Godfroy de Tonnancour, seront payés par lesdits exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires à même les biens de ladite succession.

**3.** The costs, expenses and fees for the passing of this act, and those of the lawyers for the testamentary executors and fiduciary administrators of the said estate of the late Louis Charles Godfroy de Tonnancour, shall be paid by the said testamentary executors and fiduciary administrators out of the property of the said estate. Costs of  
this act.

Entrée en  
vigueur.

**4.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**4.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming  
into force.